GRANDE-BRETAGNE

Un déserteur relance la polémique sur la guerre en Afghanistan

Le jeune caporal britannique Joe Glenton, qui doit être prochainement traduit en cour martiale pour avoir refusé de retourner servir en Afghanistan, est devenu le porte-drapeau des opposants à un conflit de plus en plus controversé au Royaume-Uni.

Joe Glenton, 27 ans, a fait les gros titres des journaux la semaine dernière lorsqu'il a adressé au Premier ministre Gordon Brown une lettre ouverte en forme de plaidoyer contre l'engagement britannique en Afghanistan.

Hier, ce soldat du régiment de soutien logistique Royal Logistics Corps a brièvement comparu devant une cour martiale du sud de l'Angleterre, simple audience préliminaire avant son procès, dont la date est encore indéterminée.

Selon son avocat, il devrait plaider non coupable de désertion. Il risque jusqu'à deux ans de prison.

Joe Glenton, originaire de York (nord de l'Angleterre), s'était engagé dans l'armée en 2004. Deux ans plus tard, il est envoyé en Afghanistan, où plus de 9 000 soldats britanniques sont actuellement déployés, principalement dans le sud du pays au contact des talibans. «Dès le départ, c'était très difficile», a-t-il raconté au *Guardian*. «Il y avait une telle confusion sur les raisons de notre présence, soit pour éliminer les cultures de pavot, soit pour la sécurité nationale, ça semblait changer tout le temps.»

Il rentre au Royaume-Uni à la fin de sa première mission un an plus tard. «Je ne voyais pas ce qu'on avait apporté à ce pays, j'avais honte», poursuit-il.

Dans sa lettre à Gordon Brown, il va plus loin : «La guerre en Afghanistan ne réduit pas le risque terroriste et, loin d'améliorer la vie des Afghans, sème la mort et la désolation dans tout le pays. La Grande-Bretagne n'a rien à faire dans ce pays.»

Lorsque l'armée lui annonce qu'il doit retourner en Afghanistan en 2007, Joe Glenton décide de déserter. Il s'enfuit en Asie. «C'était une chose incroyablement difficile à faire, j'aimais l'armée, mais j'avais perdu confiance dans la structure, le gouvernement et la cause», dit-il au *Guardian*.

Deux ans et un gros passage à vide plus tard, il décide de se livrer aux autorités de son pays. Entretemps, il s'est marié en Australie et a rejoint les rangs de la coalition pacifiste Stop the War. La justice militaire le rattrape, l'inculpe de désertion. Il devrait comparaître devant une cour martiale dans les prochains mois. Hasard du calendrier, cette affaire survient alors que le débat sur l'engagement britannique a été relancé ces dernières semaines par une brusque aggravation des pertes humaines britanniques en Afghanistan : 22 soldats tués pour le seul mois de juillet, 191 depuis 2001.

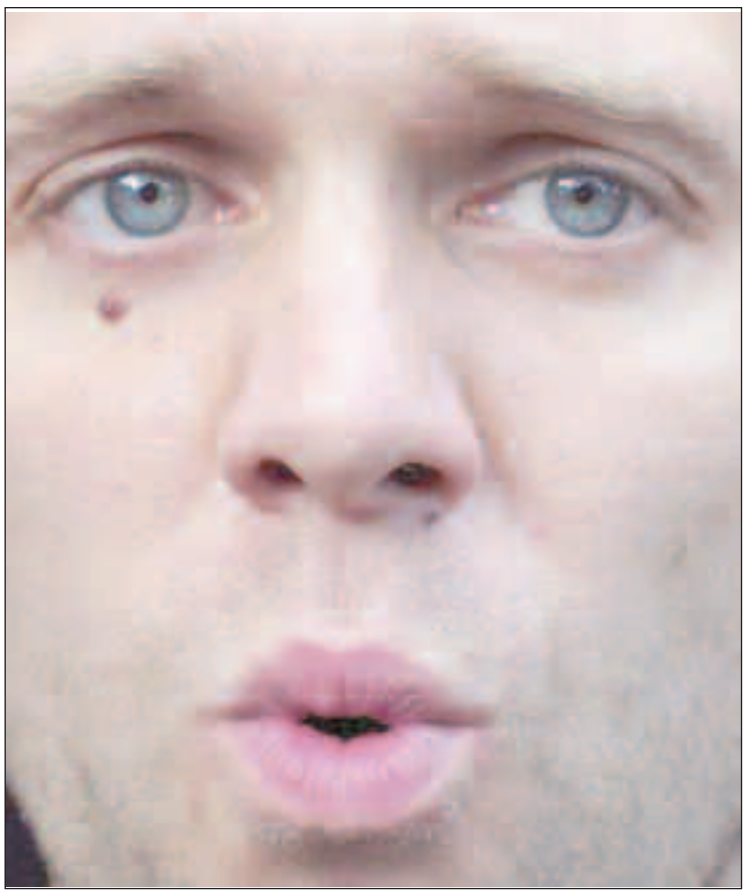

Photo : DR

Joe Glenton risque la prison.

Un bilan en partie dû à une offensive britannique particulièrement dure contre les talibans dans leur fief du Helmand (sud), lancée fin juin, et dont la phase la plus lourde vient de s'achever.

Dans la petite ville de Wootton Bassett (sud-ouest de l'Angleterre), par laquelle transitent les dépouilles des soldats tombés en Afghanistan ou en Irak, des centaines de personnes continuent de venir saluer régulièrement ces funestes convois de corbillards.

Mais alors que le conflit en Afghanistan bénéficiait à leurs yeux d'une légitimité que n'a jamais eue la guerre en Irak, les Britanniques semblent commencer à douter. Selon un récent sondage, une majorité (58%) d'entre eux considèrent désormais que la guerre en Afghanistan est vouée à l'échec et que les soldats doivent être rapatriés rapidement.

Le prochain procès du caporal Glenton, où des experts doivent être appelés à commenter la légalité du conflit en Afghanistan, devrait être l'occasion d'un nouveau débat national dont le gouvernement se serait bien passé.

AFGHANISTAN

Au moins 12 morts dans une attaque à la bombe à l'ouest du pays

Au moins 12 personnes dont deux policiers ont été tuées et 20 autres blessées hier dans un attentat à la bombe perpétré

à Herat, ville de l'ouest de l'Afghanistan, a indiqué la police locale.

Selon le porte-parole de la police provinciale, Esmatullah Alizaï, douze personnes ont été tuées par l'explosion et 20 autres ont été blessées. Parmi les tués, figurent deux policiers.

La bombe était dissimulée dans une poubelle en bord de route, a-t-il précisé.

De premières informations avaient fait état d'une attaque-suicide, ce que M. Alizaï a démenti.

L'attaque a eu lieu dans un quartier très fréquenté du centre-ville de Herat, capitale de la province éponyme, et visait des policiers, selon la même source.

Cette attaque intervient moins de trois semaines avant les élections présidentielle et provinciales du 20 août.

TURQUIE

Le meurtre d'un juge rattaché au procès du réseau Ergenekon

Le tribunal turc en charge du procès du réseau putschiste présumé Ergenekon a annoncé hier le rattachement à son dossier du meurtre d'un juge du Conseil d'Etat en 2006, a rapporté l'agence de presse Anatolie.

En mai 2006, Alpaslan Arslan, un avocat de 31 ans, avait pénétré avec un pistolet dans le bâtiment abritant le Conseil d'Etat, la plus haute instance administrative turque, et fait feu en direction de juges, tuant un magistrat et en blessant quatre autres.

L'attentat avait créé une polémique, les milieux prolaïcité accusant le gouvernement du Parti de la justice et du développement (AKP), issu de la mouvance islamiste, d'avoir encouragé de telles violences en critiquant les décisions du Conseil d'Etat hostiles au port du voile dans les universités.

L'an dernier, le procureur en charge des poursuites contre les membres présumés du réseau Ergenekon a cependant estimé que l'auteur de l'attentat n'était pas l'activiste islamiste qu'il prétendait être mais avait agi sur ordre du réseau pour discréditer le gouvernement.

En décembre, une cour d'appel a cassé la condamnation à la réclusion perpétuelle frappant Arslan et appelé à rejuger le prévenu, ainsi que cinq complices supposés, dans le cadre de l'affaire Ergenekon.

Arslan a également avoué avoir organisé trois attentats à la grenade contre le journal prolaïcité *Cumhuriyet* à Istanbul quelques jours avant l'assaut contre le Conseil d'Etat.

Hier, Arslan et de deux de ses cinq complices supposés ont assisté à l'audience au tribunal de Silivri, dans la banlieue d'Istanbul, selon Anatolie.

L'enquête sur le réseau Ergenekon a débuté en 2007. Un total de 142 personnes, dont plusieurs généraux à la retraite, sont déjà en cours de

jugement et plusieurs dizaines de suspects sont maintenus en détention provisoire. Selon l'acte d'accusation, le groupe Ergenekon a pour objectif de multiplier les attentats pour créer un climat d'instabilité et de tension propice à un coup d'Etat militaire qui renverserait le gouvernement.

L'enquête a été critiquée par l'opposition et diverses personnalités de la société civile, selon qui elle vise à faire taire l'opposition.

IRAK

Cinq tués dans plusieurs attaques terroristes

Cinq Irakiens, dont deux soldats et un policier, ont été tués hier dans plusieurs attaques à la bombe et à la voiture piégée dans plusieurs villes du pays, a indiqué la police.

Deux personnes, dont un policier, sont mortes dans un attentat à la voiture piégée dans la ville sunnite de Falloujah, à 50 km à l'ouest de Bagdad, selon le commandant de police Khaled Mohammad.

Cet attentat, qui visait un point de contrôle dans le nord de la ville, a également blessé sept personnes dont trois policiers, a-t-il précisé. Dans l'ouest de Mossoul, à 370 km au nord de Bagdad, deux militaires ont été tués et quatre autres ont été blessés par deux bombes placées sur le bord de la route au passage de leur patrouille, a précisé la police. En outre, un pèlerin chiite a été tué et deux autres ont été blessés par une voiture piégée à Iskandiriyah, à 40 km au sud de Bagad, selon la même source. Le bilan des victimes des violences en Irak a nettement diminué en juillet avec 275 morts par rapport à juin qui avait été, avec 437 victimes, le mois le plus sanglant du premier semestre, selon des chiffres officiels. Selon ces chiffres obtenus auprès des ministères de la Défense, de l'Intérieur et de la Santé, 223 civils, 40 policiers et 12 soldats ont été tués en juillet. En plus, 975 civils, 93 policiers et 35 soldats ont été blessés.